

15ème législature

Question N° : 22659	De Mme Laurence Vanceunebrock (La République en Marche - Allier)		Question écrite
Ministère interrogé > Transition écologique et solidaire (Mme Wargon, SE auprès de la ministre)		Ministère attributaire > Transition écologique et cohésion des territoires	
Rubrique >climat	Tête d'analyse >Charge carbone des courriels	Analyse > Charge carbone des courriels.	
Question publiée au JO le : 10/09/2019 Date de changement d'attribution : 21/05/2022 Date de renouvellement : 03/03/2020 Question retirée le : 21/06/2022 (fin de mandat)			

Texte de la question

Mme Laurence Vanceunebrock-Mialon interroge Mme la secrétaire d'État, auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, sur les nombreux courriels envoyés chaque jour et qui émettent une forte quantité de CO₂ dans l'atmosphère. En effet, 300 milliards de ces messages sont reçus et envoyés chaque jour dans le monde, générant pour chacun une émission de 20g de CO₂. De plus, environ 90 % des courriels envoyés ne sont jamais lus et sont stockés dans les boîtes de réception des internautes, ce qui engendre une émission de 10g de CO₂ par année de stockage. Ce qui vient donc s'ajouter au 20g déjà émis lors de l'envoi du message. Après leur envoi ces courriels sont stockés dans des *data centers*, qui représentent 10 % de la consommation d'électricité française, et 2 % de la consommation mondiale, soit autant que l'aviation civile. Or il existe des alternatives, permettant notamment de transférer des fichiers en limitant leur durée de stockage à seulement quelques jours. Les recherches internet sont aussi de grands fléaux pour l'environnement, en effet une recherche unique émet environ 7g de CO₂. Si cela peut paraître minime à l'échelle individuelle, en France, tous les ans, chacun des 47,5 millions d'internautes effectue environ 1 000 recherches sur le *web*, ce qui équivaut à environ 287 600 tonnes de CO₂ émis dans l'atmosphère, soit 1,5 millions de kilomètres parcourus en voiture. Elle souhaiterait donc savoir ce que le ministère envisage en réponse à ce problème environnemental, que ce soit en termes de mesures prises directement dans les administrations ou de sensibilisation de l'ensemble de la population.